

MOHAMMED ET CYNTHIA, OU LE GRAND CIRQUE DE L'HISTOIRE SECRÈTE

REAL HISTORY, CINCINNATI 2002

Ce texte rassemble les notes prises au fil de la plume durant la conférence organisée par David Irving Real History 2002 à Cincinnati les 30 août, 1^{er} et 2 septembre 2002. Ce texte n'est qu'un brouillon et ne prétend en aucun cas rendre compte avec exactitude des propos tenus à la tribune. Il n'est pas destiné à être publié. Il est strictement réservé aux personnes ayant contribué à financer le voyage. Il s'agit d'une correspondance privée. Nous invitons les personnes désireuses d'en prendre connaissance de commander les enregistrements en écrivant à :

Focal Point Publications
PO Box 1707
Key West FL 33041
Etats-Unis

Grâce à la générosité d'un ami de l'ABRH, j'ai pu rester deux jours dans la capitale américaine pour visiter les bureaux d'American Renaissance et les National Archives. Une nouvelle fois, je dois insister sur le fait que les dons à l'ABRH sont le seul moyen de permettre des déplacements et des recherches qui dans le passé étaient rigoureusement impossibles.

Le vendredi 29 septembre 2002, que je suis heureusement arrivé à l'avance à l'aéroport car je suis immanquablement désigné, au hasard, pour une inspection approfondie de mes bagages. Ma valise est entrée dans une incroyable machine à détecter les explosifs et les techniciens, peu satisfaits, m'ont demandé de l'ouvrir pour en examiner manuellement le contenu. Finalement, j'ai pris à la dernière minute un petit avion pour Cincinnati et le biréacteur tarde un peu plus d'une heure pour arriver à bout de souffle aux bords de l'Ohio.

Moins de monde que prévu

Il est 20 h quand je fais enfin mon entrée dans la salle de conférences où le dîner vient de s'achever. Il y a bien moins de monde que l'an dernier. A première vue, la baisse de fréquentation est aussi dramatique qu'à Los Angeles deux mois plus tôt. A 400 euros l'inscription, le manque à gagner risque d'être important.

David Irving s'est placé devant l'assemblée pour prendre la parole alors que les dentiers fatigués de certains convives peinent à venir à bout d'un cheese cake englué dans une sauce au chocolat qui évoque le mastic à prise rapide. Je reconnais au passage l'inoxydable avocat sudiste Sam Dickson, le canadien Paul Fromm défenseur de la liberté d'expression et Charles Provan, l'ex-révisionniste amateur de chambres à gaz en tous genres.

David Irving a l'air aussi aimable qu'un phacochère poursuivi par une bande d'hyènes affamées. Comme souvent, il nous sort du réchauffé. Il a repris son inusable thème des archives sur le grand air « j'ai un nez pour débusquer les faux ». Il ajoute

avec une grimace : « Pas un grand nez comme celui des ennemis traditionnels de la liberté d'expression, si vous voyez ce que je veux dire. »

Évidemment, tout le monde voit ce qu'il veut dire. Les assistants sourient en imaginant fugitivement un Juif digne des caricatures de l'exposition de Paris où l'on apprenait aux Français à reconnaître le Juif à l'aide de clichés extraits de l'imaginaire antisémite.

Au moment où je tends l'oreille, David Irving parle du journal d'un des adjoints de Hitler pour la Wehrmacht. Je ne reconnais pas le nom. A l'oreille j'entends « Anglo ». Or je me souviens d'avoir lu le nom de cet officier dans l'introduction du *Hitler's War*. Il s'agit en réalité d'Gerhard Engel qui fut son attaché pour l'armée de Terre de mars 1938 à octobre 1943. Dans les années cinquante, voulant être réintégré dans la nouvelle armée de l'Allemagne occidentale, il eut l'idée de se faire une nouvelle virginité à bon compte en écrivant et publiant son « journal ». Il est fort probable, ajoute Irving, qu'il ait écrit quelques notes durant la guerre. Mais, en fait, tout ce qui a été publié bénéficia pour le moins d'abondantes corrections après la défaite pour le rendre sympathique aux yeux des vainqueurs.



*Von Manstein
a menti dans
son livre
de souvenirs
et Gerhard
Engel a recopié
les mensonges
du maréchal.*

— Il m'a suffi de comparer le contenu de ce journal avec des authentiques archives du temps de guerre, par exemple le journal du ministre Fritz Todt ou celui de la veuve du général Rudolf Schmundt ou bien encore avec ceux des archives du groupe d'armées du Don, commandé au moment de Stalingrad par le maréchal von Manstein. A titre d'exemple, dans le journal d'Engel, on trouve nombre d'affirmations selon lesquelles il a sauvé des Juifs ici et des Tziganes là. Qu'il a averti Hitler des

dangers encourus par l'armée encerclée à Stalingrad et, notamment, il rend compte en détail d'une rencontre entre Goering et Hitler où le patron de la Luftwaffe s'engage à ravitailler la VI^e armée afin qu'elle puisse tenir. Malheureusement, ce même jour Goering faisait du shopping à Paris. Comment puis-je le savoir ? Tout simplement parce que j'ai retrouvé les reçus des achats dans les archives.

Encore un exemple lié à Stalingrad. Engel cite le télégramme de von Manstein dans lequel ce dernier exhorte Hitler à tenter l'impossible pour sauver la VI^e armée encerclée. Il en profite au passage pour accuser Hitler d'être responsable de la perte de cette armée et de tous les malheurs ayant frappé l'armée allemande. Malheureusement, le véritable télégramme, retrouvé dans les archives du groupe d'armée du Don, envoyé et signé par le même von Manstein, dit exactement le contraire : « la VI^e armée doit rester à Stalingrad jusqu'au printemps quand une opération de sauvetage pourra être tentée ». Comment Engel s'est-il trompé ? Tout simplement parce dans ses propres « mémoires » von Manstein a falsifié le sens du télégramme car il ne voulait pas avouer sa part de responsabilité dans le désastre de Stalingrad. Engel pompant von Manstein pour écrire son soi-disant « journal » s'est empêtré dans des falsifications successives.

Il est très triste que le célèbre Institut für Zeitgeschichte à Munich ait publié en 1974 le « journal » de Engel sous le titre de *Heeresadjutant bei Hitler 1938-1943* sans tenir compte de mes avertissements. Ils se sont contentés d'écrire en petits caractères que par moments ce « journal » pouvait manquer de pertinence.

En discutant avec le patron des archives militaires à Fribourg, celui-ci m'a raconté qu'il avait lui aussi mis en garde l'Institut. Il lui fut répondu que de nombreux témoignages d'expert fournis par l'Institut à charge contre d'anciens responsables nazis ou des révisionnistes avaient été basés sur ce faux. Le dénoncer reviendrait à reconnaître que ces horribles personnages ont été condamnés à tort.

Avec un sourire, Irving conclut en disant :

— Voilà une des raisons pour lesquelles l'accès aux archives allemandes m'a été interdit au nom des intérêts du peuple allemand.

Mohammed Atta et son cirque volant

Quelques instants plus tard, vers 21 h, nous changeons de salle pour nous asseoir devant un grand écran. David Irving présente le prochain spectacle, un film intitulé « Mohammed Atta et son cirque volant ».

— Parfois l'histoire réelle, la *Real History*, s'intéresse à des événements récents. Daniel Hopsicker, journaliste de télévision, a réalisé avec des moyens très limités un documentaire sur quelques aspects méconnus de la tragédie du 11 septembre.

Je suspecte David Irving d'avoir choisi ce thème pour attirer plus de monde à cette conférence. Mais il ne semble pas avoir obtenu l'effet escompté.

Un homme de taille moyenne, s'efforçant de paraître décontracté, prend la suite de David Irving.

— Je m'appelle Dan Hopsicker, je suis journaliste d'investigation. J'ai réalisé des programmes de télévision sur des sujets économiques ou financiers. Trois jours après les événements du 11 septembre, j'ai appris en écoutant la radio que trois des pilotes des avions suicides s'étaient entraînés à Venice en Floride. Or s'il est une petite ville que je connais bien c'est Venice car mes parents y habitent. C'est même une ville pour vieux, celle dont l'âge moyen est le plus élevé des États-Unis. Je me



Rudi Dekker est le patron de l'école de pilotage qui a entraîné deux des trois terroristes. Est-il aussi net qu'il le prétend ?

suis tout de suite posé la question. Comment ces trois terroristes ont-ils eu l'idée sottée et grenue d'apprendre à piloter dans une petite ville remplie de personnes hors d'âge, où ils allaient être repérés comme le nez au milieu de la figure ?

Je ne sais pas quelle mouche m'a piqué mais j'ai décidé d'aller enquêter sur place. Dans le film que vous allez voir j'ai tenté de rassembler les principaux éléments que j'ai découverts.

Avec les premières images, une voix off donne le ton : « On vous a menti, on vous ment, on vous mentira », voilà, pour résumer, l'introduction du film. Tout un programme. On enchaîne par des images d'un personnage joufflu qui répond aux questions d'une journaliste invisible :

— S'ils repassaient à l'instant la porte, je n'hésiterais pas à les tuer de mes propres mains !

Le joufflu s'appelle Rudi Dekkers et il dirige Huffman Aviation, l'école où se sont entraînés trois des pilotes suicides. Le commentateur nous avertit :

— Cet homme n'est pas celui qu'il prétend être.

Puis il s'interroge :

— Pourquoi sont-ils venus ici ?

Rendu méfiant par la conspirationnisme aiguë qui règne dans cette salle, je me demande à mon tour :

— Le FBI s'est-il posé la question ?

L'enquêteur à l'écran fait le tour des boutiques et restaurants de la petite ville et trouve des personnes qui ont rencontré des terroristes avant les événements du 11 septembre 2001. Quand on observe le visage de Mohammed Atta, il est difficile de l'oublier.

Tom Adorna, le propriétaire d'un restaurant le confirme :

— Ils s'assoiaient à cette table et discutaient longtemps en arabe en tapant du poing sur la table. Moi je pensais qu'ils étaient des maffieux. Je suis étonné que le FBI ne soit pas venu me voir.

La propriétaire d'un supermarché elle aussi se souvient de Mohammed Atta :

— Il était ici une semaine avant les attentats.

L'entretien avec un loueur de voiture est plus révélateur. La caméra s'attarde longtemps avec lui :

— Je pensais qu'il était une sorte d'homme d'affaires. Il parlait très bien, comme s'il était resté des années dans ce pays. Je me suis demandé pourquoi il s'était donné tant de mal pour me rapporter la voiture à peine quelques jours avant son suicide.

A une question de l'enquêteur, le loueur répond :

— Oui, j'ai travaillé avec le FBI dans le passé.

Cette technique est bien connue des hommes de télévision. Elle permet de faire naître un doute dans l'esprit du téléspectateur, suggérant que le FBI a quelque chose à voir avec le choix par les terroristes de cette petite agence indépendante de location de voitures.

Si l'enquêteur avait demandé : « Avez-vous déjà travaillé pour le Mossad ? » Le loueur aurait selon toute vraisemblance répondu « non ». Mais dans l'imagination du téléspectateur, le programme suggère « il a répondu non, mais en réalité il ment. »

Ces techniques sont très connues et marchent à tous les coups. Le journaliste va la renouveler pour d'autres agences fédérales.

Dans un bar louche de la ville, l'enquêteur trouve des serveuses qui sont catégoriques :

— Ils étaient ici une semaine avant les attaques. Ils étaient sérieusement éméchés.

Donc, nous sommes conduits à penser qu'ils n'étaient pas des fanatiques religieux comme on nous le répète. Suggestion qui s'ajoute à celle qui nous invite à penser que le FBI n'est pas étranger à leur présence.

Puis, changement de plan, et on revient une fois de plus sur le visage de Rudi Dekkers, le patron d'Huffman aviation, l'école où se sont entraînés trois des terroristes. Qui est-il vraiment se demande le journaliste ? Un concurrent qui travaille sur le même terrain d'aviation ne se montre guère charitable :

— Cet homme, qui n'est même pas citoyen américain, où s'est-il procuré l'argent nécessaire à l'achat de cette école d'aviation ? Un an auparavant il n'avait pas en poche 20 euros pour payer du carburant pour une ballade en avion.

Le journaliste a mis en lumière un fait intéressant. Deux écoles ont été achetées par des Hollandais peu de temps avant de commencer à recevoir des étudiants arabes désireux de devenir des pilotes commerciaux. S'agit-il d'une coïncidence ? Ils ont un Allemand à Hambourg qui recrute pour eux dans les milieux arabes. Comme par hasard, des terroristes ont transité par Hambourg.

Sans faire preuve de beaucoup de souci de cohérence, l'auteur revient sur Rudi Dekkers et révèle les liens qu'il entretenait avec des financiers douteux dans l'Oregon spécialisés dans les maisons de retraite. Coïncidence troublante, une de ces maisons de retraite jouxte l'aéroport de Venice. Tout ce beau monde a partie liée avec des compagnies aériennes bidon qui ne semblent exister que pour rendre service aux services secrets.

Le film se termine alors sur une phrase qui apparaît à l'écran : « Qui garde les gardiens ? »

De toute évidence l'auteur est convaincu que les services secrets ont une part de responsabilité dans le désastre du 11 septembre. Mais laquelle ? L'auteur n'a rien dit de clair. Il procède par allusions. Le film est suffisamment confus pour que le spectateur succombe sous une avalanche de faits. Allons-nous comprendre mieux demain lors de la conférence ? J'en doute.

Un steak à 25 euros

Je ne m'attarde pas. Il se fait tard et je lutte contre les effets du décalage horaire. Un instant, la tentation me vient de déguster un bon steak. En passant je lis la carte du restaurant de l'hôtel. Le T-bone est à 25 euros. Le prix me coupe l'appétit et je monte dans ma chambre dormir. J'ai trouvé dans le dossier remis aux participants le témoignage d'Eleonore Hodys recueilli à Auschwitz par le juge SS Konrad Morgen enquêtant sur les abus de pouvoir de la direction du camp et fourni en avance pour le compte de la conférence de Charles Provan. La lecture de ce

procès-verbal est sordide et le texte me tombe des mains. Finalement, je m'endors en ayant à l'esprit la vision de Charles Provan, cet imprimeur de Monongahela en Pennsylvanie qui se promène partout avec sous le bras la photographie de ce juge SS qu'il a érigé en modèle universel de probité et de justice. Chose étrange, je ne fais aucun cauchemar.

Profitant de l'expérience acquise l'année passée, je me fais un café le matin avec la cafetière mise à la disposition des clients. Cela m'évite de dépenser une petite fortune pour un petit déjeuner parfaitement superflu dans la mesure où nous allons probablement déjeuner dans le même petit boui-boui rural que l'année dernière.

J'essaie de mettre au propre mes notes afin d'être mois en retard. Je n'ai pas encore fini de transcrire celles de la réunion de l'IHR en juin à Los Angeles. Les amis qui m'ont aidé à financer ce voyage en Californie ont reçu les photos, mais pas encore le texte. Je les remercie intérieurement pour leur patience.

Je mets un costume car il est demandé aux hommes de porter la cravate. Encore cette clause stupide pour empêcher les bons américains de venir écouter les conférenciers en short, débardeur à pois et tongues aux pieds.

Au nom d'Allah et de moi-même !

Je m'installe au premier rang juste en face de la tribune des conférenciers. David Irving bat le rappel des auditeurs pour introduire le prochain orateur.

— Voici un peu moins d'un an, je parlais à Dallas et je me souviens que je notais les informations au fur et à mesure que la télévision les diffusait. Je sais par expérience que des faits dévoilés dans la confusion ne sont parfois plus jamais portés à la connaissance des gens ordinaires. On ne les retrouve que des dizaines d'années plus tard dans le secret des archives.

Qui se souvient par exemple des fameux manuels d'aviation en langue arabe oubliés dans une voiture garée dans le parking de l'aéroport de Boston ?

En revanche, une lettre envoyée par Mohammed Atta à ses compagnons juste avant les événements a été rendue publique. Voici Eric Mueller, un expert en questions arabes de Dallas au Texas qui va vous révéler quelques faits inattendus en ce qui concerne cette lettre.

Monte à la tribune un petit gros, boudiné dans un costume sombre dont le visage possède étrangement quelques traits



Eric Mueller est un analyste de textes en langue arabe. Il s'est penché sur la lettre de Mohammed Atta sans tomber dedans.

négroïdes. Il commence son intervention sans aucune introduction en citant un article du *Washington Times*, daté du 28 septembre 2001, et signé par Bob Woodward révélant au public américain l'existence de la traduction en anglais d'une lettre de cinq pages laissée par Mohammed Atta commençant par les termes : « Au nom de Dieu, de moi-même et de ma famille ».

— Qu'un musulman rigoriste comme Atta puisse commencer ainsi une lettre est tout simplement incroyable. Je ne suis pas le seul à le dire. Le grand journaliste britannique Robert Fisk a immédiatement rendu public son scepticisme.

La FBI faisant appel aux services de traducteurs d'origine chrétienne maronite, cette erreur peut se comprendre, comme d'autres interprétations chrétiennes que l'on trouve ici ou là dans le texte anglais publié par le FBI.

Quelques jours plus tard, ils ont rendu publique une copie de l'original en langue arabe de quatre des cinq pages de cette lettre de Mohammed Atta. La première page a disparu. Le FBI ne veut même pas répondre aux questions concernant cette page manquante. Or, tout arabophone peut constater rapidement que la traduction anglaise publiée par le FBI est fort différente de l'original arabe. On a l'impression que le texte en anglais est la traduction d'un autre document.

Ce texte arabe a été rendu public par le FBI sans aucune authentification jointe. On doit croire les G-Men sur parole en ce qui concerne l'identité de l'auteur.

Or le texte est plein de bizarreries. Certains mots techniques sont désignés par des initiales. Dans d'autres cas, l'auteur présumé, qui est un pilote entraîné, utilisé les mots du commun des mortels pour désigner « le décollage ».

D'autres passages peuvent susciter de légitimes interrogations. Dans le haut de la page 4, il écrit qu'il faut faire des prisonniers et les tuer selon l'usage islamique puis de les dépouiller de leurs biens précieux au titre de butin. Or, cela ne colle pas avec l'usage islamique tel qu'il est consigné par les juristes les plus respectés ; l'islam ne prescrit pas de tuer les prisonniers, sauf dans des circonstances particulières, et le pillage n'est autorisé que dans un cadre collectif, jamais à titre individuel.

A de nombreuses autres reprises dans cette lettre très longue, cet homme qu'on nous présente comme un religieux, commet de nombreuses fautes théologiques. Il est tout aussi étonnant que les journaux en langue arabe n'aient, à une exception près, jamais cité le texte de cette lettre dont les étrangetés auraient sauté aux yeux des lecteurs.

On observe un phénomène comparable avec la fameuse vidéo qui montre Ben Laden se réjouissant des événements du 11 septembre. La bande son est pratiquement inaudible. L'interlocuteur de Ben Laden semble parler de rêves qu'il fait et toute la conversation peut très bien porter sur l'interprétation que l'on peut donner à ces rêves et non pas sur les événements du 11 septembre.

En bref, à mes yeux les documents qui nous ont été présentés n'ont aucune valeur de preuve.

David Irving prend la parole pour faire un parallèle entre les techniques des Américains pour gérer l'information et celles de feu le docteur Goebbels. Les Américains donnent des informations aux Britanniques, Tony Blair en parle à la presse ou au parlement et les Américains citent Tony Blair, la boucle est bouclée.

Cela dit, les preuves de l'implication de Ben Laden dans les attentats du 11 septembre brillent par leur absence. A mon avis, une bonne partie de la gesticulation médiatique du gouverne-



Mohammed Atta est-il l'auteur de la lettre rendue publique par le FBI ?

ment américain a pour but d'occulter les liens entre les terroristes et l'Arabie Saoudite. Le simple fait de conserver au secret la première page de la lettre de Mohammed Atta suffit à discréditer l'ensemble.

En répondant à une question, Eric Mueller rappelle un fait important :

— Le public américain n'a qu'une faible idée de ce qui se passe dans le monde arabe. Vous visitez une librairie de ce pays, et en dehors du féminisme, vous ne trouverez rien en anglais sur ce qui se publie dans le monde arabe.

Un auditeur se lève pour poser une question simple :

— Les attentats du 11 septembre ont eu lieu. Ils ont été commis par gens qui ne nous aiment pas. Si ce n'est pas les Talibans, qui l'a fait ?

— Les Talibans sont des Afghans, Bel Laden est le chef d'Al Quaida, une organisation arabe. Je ne les imagine pas montant des opérations aussi complexes. Je ne vois pas davantage la CIA ou toute autre organisation américaine le faire pour d'obscures raisons politiques.

On peut tout imaginer. Dans les années 1980, les services israéliens ont encouragé le Hamas à commettre des attentats. Cela pourtant n'explique pas le suicide de 19 jeunes arabes.

Je profite de l'interruption de séance pour acheter la nouvelle édition du *Hitler's war* de David Irving. A lui seul ce gros volume coûte 50 euros. Une belle somme.

Je me suis souvenu que j'ai fait la connaissance de cette œuvre en 1977 dans les rayons de la librairie américaine de l'avenue de l'Opéra à Paris. Je venais d'arriver dans cette ville pour faire mes études et je suis tombé en arrêt sur la couverture de ce livre. Mais à l'époque ce qui avait motivé mon achat étaient les premières lignes de l'avant-propos : « les historiens peuvent faire quelque chose qui est hors de la portée des Dieux, modifier ce qui s'est passé. »

Le révisionnisme n'avait pas encore éclaté, mais j'avais compris en lisant ces deux lignes que cet historien risquait d'ouvrir la boîte de Pandore.

Je ne vais pas voir l'auteur pour qu'il me dédicace le livre. Je n'ai pas envie de m'entendre dire à nouveau qu'il n'a pas le temps.

Après que les participants ont englouti des litres de café et mangé des douzaines de muffins au chocolat, la séance reprend. Je retrouve à la tribune Daniel Hopsicker, l'homme qui avait présenté le film Mohammed Atta et son cirque volant.

*Dan Hopsiker
a mené
l'enquête
à Venice pour
retrouver
la trace
des terroristes.
Mais
il ne ramène que
des allusions,
pas
de certitudes.*



Les lacunes du FBI à Venice

Pas très grand, costaud, carré d'épaules, vêtu d'une chemisette blanche, il parle sans notes. Je m'attends à voir disparaître les dernières lueurs d'entendement qui me restent car je vais succomber sous une pluie de faits déversés en vrac, sans ordre ni logique.

Les mains dans les poches de son pantalon de vacher, il s'arrête parfois de parler et regarde la pointe de ses pieds durant de longues secondes. Il croit peut-être que ces silences réveillent son auditoire.

— Je réalisais des programmes de télévision sur des questions économiques. Un beau jour, par le plus grand des hasards, j'ai rencontré deux gamins qui avaient été les témoins d'une livraison de drogue dans un coin perdu de l'Arkansas. En enquêtant sur cette affaire j'ai soulevé le voile sur le premier business de l'Amérique, la drogue. Or le principal trafiquant de drogue dans l'Arkansas avait été un agent de la CIA durant une grande partie de sa vie. J'ai écrit un livre sur cette question. Mais j'ai eu le plus grand mal non seulement à le vendre mais même à l'imprimer. Finalement, les gens mis en cause par mon enquête ont préféré marginaliser mon travail. C'est pourquoi dans la grande presse on ne parle jamais des véritables affaires, ouvrez votre journal et on vous parle des petits revendeurs, de quelques passeurs qui se font pincer à la frontière, mais jamais les gros organisateurs qui gèrent des affaires colossales.

Lors du 11 novembre, j'ai été stupéfié en apprenant que certains des terroristes s'étaient entraînés à Venice en Floride, la petite ville des Etats Unis qui compte le plus de petits vieux. Peut-on imaginer sérieusement que des Arabes soient allés dans cette petite ville sur les bords du golfe du Mexique dans l'espoir d'apprendre à piloter en toute discrétion ?

Comme un vautour qui sent la charogne à des kilomètres, je me suis dit qu'il y avait quelque chose à chercher à Venice. J'y suis allé et, plus j'enquête, moins j'ai confiance dans la version officielle.

Or nous vivons dans une démocratie et tout citoyen doit pouvoir croire en ce que disent ses élus, au premier rang desquels le président, notre président, et ses hauts fonctionnaires.

Or, dans quelques jours nous allons célébrer le premier anniversaire de cette attaque terroriste qui a coûté la vie à près de 3000 personnes. Je veux savoir quels sont les responsables.

Malheureusement, je ne crois pas le FBI. Je ne crois plus au FBI.

Dans le *New York Times* d'hier, on parle de Mohammed Atta comme du «pilote présumé». Si on n'est pas sûr, qui pilotait alors l'avion ? Où est le réseau international de terroristes qui nous était présenté comme l'organisateur des attaques ? Où est Ousama Ben Laden ?

On finira bientôt par nous dire que ces 19 terroristes ont agi seuls.

Après une courte interruption où l'orateur semble s'interroger sur la couleur de ses chaussures, il reprend sa causerie.

— Les deux écoles d'aviation ont commencé à recevoir des étudiants étrangers, principalement des Arabes, après leur rachat par deux sujets hollandais. Les gens pourraient se dire : il faudrait que quelqu'un informe le FBI.

Je l'ai fait. J'ai pris mon téléphone et j'ai parlé au responsable de l'enquête en Floride. Il semblait tomber des nues quand je lui ai révélé ces faits.

Tout comme il ne pouvait pas ignorer que Rudi Dekker, l'homme qui joue les victimes outragées à la télévision, qui est appelé à témoigner devant le congrès, qui est reçu par Larry King sur CNN, est... recherché par la police dans son pays !

Quel homme étrange. Son passé trouble ne l'a pas empêché d'ouvrir une ligne aérienne en Floride.

Mais il est un mystère encore plus grand. j'ai retrouvé la petite amie de Mohammed Atta en Floride. Durant six semaines, cette fille un peu paumée a partagé la vie de celui qui allait devenir l'un des plus grands terroristes de l'histoire. Elle aurait pu publier son histoire dans un grand journal populaire et se faire beaucoup d'argent. Elle ne l'a pas fait. Tout comme le FBI qui n'a pas été capable de la rencontrer.

J'ai aussi mis la main sur des courriers adressés par Atta à des personnes travaillant pour l'industrie aérospatiale.

Quelle est la stratégie du FBI ? En premier lieu l'intimidation des témoins et l'occultation des preuves. Puis, si cela ne marche pas, le mensonge. Ainsi, de nombreuses personnes ont reçu des avertissements du FBI disant que la jeune femme que nous avons rencontrée n'avait jamais été la petite amie de Mohammed Atta. Qu'il s'agissait d'une affabulatrice.

Or il suffit de voir la photo de Mohammed Atta pour comprendre que cet homme ne peut être confondu avec nul autre.

Autre mystère, depuis huit mois que j'enquête, je n'ai jamais rencontré un seul journaliste de la «grosse presse».

Il est difficile à ce stade de l'enquête de tirer des conclusions. Toutefois, on peut se poser des questions :

La CIA pouvait-elle ignorer que 15 des 19 terroristes ont reçu des fonds d'un seul et même compte en banque ?

La CIA pouvait-elle ignorer que tant d'Arabes engagés dans le fondamentalisme islamique suivaient des cours de pilotage en Floride ?

Comment personne ne semble être au courant des courriels adressés par Mohammed Atta à des salariés de grandes entreprises de défense ?

Le shérif actuel de Venice et son prédécesseur, qui ont été les témoins de tant d'opérations clandestines m'ont fait part de leur conviction que la CIA ne peut être étrangère à au moins une partie de cette affaire.

Un auditeur se lève pour demander :

— Quel type d'homme était Mohammed Atta ?

— Mon enquête m'a appris qu'il courait les filles et qu'il buvait comme un trou. Peut-être n'était-il pas si fondamentaliste que cela. Je me demande pourquoi il aurait suivi des cours dans une école pour officiers étrangers à Montomery, dans

l'Alabama. Je me demande aussi si on ne se trouve pas dans un schéma assez habituel d'échange d'un entraînement au pilotage contre autre chose. Mais pour l'instant j'ai davantage de questions que de réponses.

Un peu décontenancé par cette intervention assez décousue, je me lève au moment de l'interruption de séance en hésitant à me rendre au restaurant de l'hôtel pour manger un steak à 24 euros quand Sam Dixon m'invite à l'accompagner avec d'autres amis au restaurant rural à deux kilomètres de l'hôtel, en pleine cambrousse.

Je me retrouve à table avec David Irving, M. Lamb de l'*Occidental Quarterly*, Sam Dixon et un inconnu précédé par un grand nez à la Cirano. Ils commandent des choses étranges, des mélanges de sandwiches et de frites le tout agrémenté de sauces de différentes couleurs. Prudent, je me contente d'un steak, moitié moins cher qu'à l'hôtel. La conversation roule d'un sujet à l'autre, des élections en France aux tribulations judiciaires de David Irving.

Je m'endors à bord de l'UA 93

Le même samedi, de retour à l'hôtel, vers 14 h 45 commence une intervention soporifique de Patrick Frain sur les mystères du vol United Airlines UA 93, l'avion qui s'est écrasé en pleine nature le 11 septembre 2001. Il pose aux Américains la question de la crédibilité de leur gouvernement. Ces braves gens partent du principe qu'un gouvernement digne de ce nom, comme le leur, ne peut pas mentir à ses citoyens. Or les incohérences de ce vol mettent à rude épreuve cette conviction civique. Nombre de personnes aux Etats-Unis sont convaincues que cet appareil a été abattu par un avion militaire et ils reprochent à leur gouvernement de ne pas avoir eu le cran de l'avouer. Puis l'orateur se lance dans de laborieux calculs de chronologie pour savoir à quel moment les militaires avaient été informés du détournement des avions et des attaques contre New York puis contre le Pentagone. Puis il mesure les distances séparant les bases aériennes de la région des routes suivies par les avions de ligne détournés. A l'écouter je me laisse aller à une douce somnolence. Lui aussi semble s'endormir et quelques minutes plus tard, lors du débat, il s'endormira entre David Irving et l'expert militaire rameuté pour donner la réplique. La photographie que je prends sera révélatrice.

Le débat entre David Irving, David Hopsicker, un illustre inconnu retraité de l'US Air Force et le soporifique orateur, relance un peu l'intérêt du sujet. Le militaire rappelle les dures réalités de l'aviation : les pilotes militaires ne sont pas entraînés pour utiliser le canon rotatif de 20 mm qu'ils ont dans le nez de leurs appareils pour des attaques contre d'autres avions. Il est donc peu probable qu'ils aient détruit au canon un des réacteurs du vol UA 93. la logique militaire est de tirer un missile. Celui-ci aurait coupé l'aile en deux et l'avion serait parti en piqué, ce qui ne correspond aux descriptions des témoins.

Que s'est-il alors passé. Personne n'en sait rien.

Enfin une once (31,103 g) de bon sens. ce n'est pas parce que la version gouvernementale est pleine de trous qu'elle est entièrement fautive pour autant.

Je m'étonne que ces bons américains ne disent rien de l'attaque sur le Pentagone. Pourtant, cette affaire n'est pas sans similitudes avec le révisionnisme. Emmanuel Ratier a bien montré dans sa lettre *Faits & Documents* que les photographies prises quelques minutes après l'impact montrent un orifice d'entrée de l'avion dans le bâtiment de quelques mètres de largeur, tout à fait insuffisante pour laisser pénétrer le B-767 avec

ses ailes et ses moteurs. Dans cinquante ans on nous dira : « vous aviez les photographies et vous n'avez rien vu. » Il est évident que l'avion n'a pas pu pénétrer dans le bâtiment. C'est comme vouloir faire entrer un poids-lourd par une chatière. Pourtant, personne de « respectable » ne met en doute la version officielle. Personne ne s'interroge sur l'absence de restes matériels de l'avion. Où sont les longerons des ailes, les axes des moteurs, des pièces très résistantes qui auraient dû survivre au moins en partie ?

Comment des témoins ont-ils pu parler de corps identifiables après l'impact alors qu'il ne reste rien de la carcasse de l'avion ?

Voilà un mystère qu'il suffirait de quelques photographies pour dissiper. Et pourtant on ne le dissipe pas.

Sur le Memphis Belle

Le soir, en route vers le bateau, je fais la connaissance d'un jeune métis parmi les auditeurs. Sa mère est espagnole et son père un riche médecin péruvien. Il a la peau assez foncée et une personne distraite pourrait le confondre avec un hindou. Il étudie l'histoire et la philosophie dans un collège de la ville des Des Moines dans l'Iowa.

Je m'étonne qu'un jeune homme puisse ambitionner de suivre des études d'histoire aux Etats-Unis qui ne sont probablement pas le meilleur pays pour le faire. Je m'étonne également de sa présence dans cet antre de réactionnaires.

Il m'explique qu'il avait trouvé des références bibliographiques à David Irving dans un manuel d'histoire contemporaine. Sa recherche sur internet du nom de David Irving l'a conduit à la page web de l'historien. Les matériaux qui s'y trouvent l'ont convaincu de s'inscrire à la conférence. Il a même reçu une aide financière de l'université pour le faire et pour acheter quelques livres. Pour se justifier, il me dit que sa famille espagnole soutient Franco et qu'elle a connu des ennuis pour cela. Je ne crois pas un mot à ce conte à dormir debout. Peut-être me raconte-t-il cela pour susciter de la sympathie de la part de l'affreux réactionnaire que je suis sensé être par le simple fait de ma participation à cette conférence.

Contrairement à l'an passé, ce n'est pas une jeune noire à la coiffure excentrique qui vient demander si nous souhaitons payer très cher pour un petit verre de mauvais vin. Un serveur aux lunettes épaisses comme des hublots de bathyscaphe prend la commande et ramène un verre de vin rouge. Il veille soigneusement à ne pas en renverser une seule goutte de peur qu'elle ne transperce la moquette et, qui sait, la coque.

Nous sommes rejoints à table par Ghafoor Ahmed, un professeur de littérature résidant à Baltimore qui parle un anglais fort agréable. Il est originaire du Pakistan et en bon musulman refuse poliment la bière et le vin pour se rabattre sur un verre d'eau agrémenté de glaçons en mesure de couler le Titanic.

La conversation, file bon train sur les sujets les plus divers. Entre étrangers, les manies de nos amis étatsuniens font les frais de notre bonne humeur. Tel est l'avantage du révisionnisme. L'an passé j'avais dîné compagnie de Joe Sobran et de l'avocat canadien défenseur de la liberté d'expression Doug Christie. Aujourd'hui, pratiquement à la même table, je suis entre un Demi Péruvien et un Pakistanais. Je ne sais pas par quel étrange mécanisme de la mémoire, mon entourage de couleur me fait penser à cet ami qui, voici vingt ans, était élève à Saint-Cyr, l'école militaire française. Son appartenance à la Nouvelle Droite d'Alain de Benoist et ses lectures peu orthodoxes l'avaient mis au ban des élèves officiers qui étaient nombreux à

cette époque à se réclamer d'un catholicisme intégral sinon intégriste. Au cours des repas, mon ami avait été relégué aux tables où se retrouvaient les élèves d'Afrique noire et les Juifs. Je n'ai jamais su si cette anecdote était vraie, ou passablement enjolivée, mais je me suis souvent amusé en imaginant la scène.

Une fois le repas achevé, le menu est identique à celui de l'année dernière, du roast-beef accompagné de patates baignant dans le beurre fondu, David Irving prend la parole. Comme il manque d'orateurs, il s'est mis en scène lui-même. Il a choisi un sujet pour lequel il n'a pas beaucoup de travail de préparation : comment parler en public. A défaut d'apprendre quelque chose, je suis sûr de passer un bon moment.

L'art de l'orateur est de savoir faire face à l'imprévu

Après quelques difficultés techniques liées à un micro défaillant, David Irving commence à parler. Derrière lui, défilent les lumières de la ville et l'on entend le bruit des hors-bord qui nous dépassent portant les belles filles un peu grasses de cette ville de charcutiers enrichis. A titre de préambule, il répète presque mot pour mot ses propos de l'an passé sur les avantages d'une promenade sur l'eau.

— Contrairement à ce qui s'est passé à Chicago voici deux ans, nous avons l'avantage de la situation. Les militaires savent de quoi je parle. Il est très difficile aux ennemis traditionnels de la liberté d'expression (dans la salle tout le monde comprend, les Juifs), de débarquer à cinquante, le visage caché par des passe-montagnes et armés de barres de fer ou de battes de base ball pour nous passer à tabac et pour tout casser dans le restaurant qui nous accueille. Il leur faudrait organiser un assaut aéroporté ou amphibie et, pour l'instant, cela n'est pas à leur portée.

Puis, après une pause, il reprend son sujet :

— Chers amis, voici trente ans que je parle en public. Avec l'expérience accumulée depuis toutes ces années, je puis vous dire que, si cela ne s'improvise pas, ce n'est pas pour autant une tâche hors de la portée de l'honnête homme. En fait, toute personne qui a quelque chose à dire peut prendre la parole en public. Pour le faire alors que l'on n'a rien à dire il faut un entraînement supplémentaire.

Quand j'ai fait mes débuts dans cette forme si particulière de l'art de la communication, j'ai ressenti le besoin d'en apprendre les bases. A cette époque, une organisation d'extrême gauche organisait des séminaires de formation pour aider les chefs syndicalistes, les responsables de mouvements pacifistes et toutes ces sortes de gens à prendre la parole en public pour convaincre les auditeurs de rejoindre leurs causes.

Je leur dois beaucoup et depuis cette date ils ne cessent de se le reprocher. J'aime à penser qu'ils en perdent parfois le sommeil en sachant qu'ils ont appris à parler au diable en personne.

Une autre chose sur laquelle j'insiste beaucoup : parler sans notes. L'orateur qui lit se condamne à perdre l'attention de ses auditeurs. Winston Churchill n'improvisait pas ses discours. Il lisait un canevas sur lequel il improvisait s'il en ressentait le besoin. Une fois, alors qu'il avait vieilli, il se penchait sur ses pages en lisant le texte ligne à ligne. Arrivé en bas, il eut le réflexe de lever la tête pour regarder ses auditeurs. Il ne rendit pas compte que la feuille qu'il venait de tourner était retombée et il recommença à lire le texte qu'il venait de dire sans s'en rendre compte. En revanche, ses auditeurs comprirent tout de suite l'erreur et prirent conscience de l'état de décrépitude dans le quel était tombé le grand homme.

En Allemagne, j'ai fait l'inhabituelle expérience des grands

espaces. Certes, pas tout de suite. J'ai commencé par lire des chapitres de mes œuvres assis dans de petites librairies de province. Mais, le nombre de mes lecteurs augmentant, j'ai fini par atterrir dans les brasseries. Il ne s'agit pas d'un petit établissement grand comme un café parisien. Ils ressemblent davantage à des halls de gare où jusqu'à 10 000 personnes s'assemblent dans la bonne humeur pour écouter des orchestres bavarois qui jouent des airs populaires en culotte de peau et chapeau à plume. Enfin, dans le meilleur des cas, car il y eut des précédents fâcheux dans l'histoire allemande dont je ne suis que le dernier avatar.

Que fait-on dans une brasserie ? On boit. Qui boit ? Tout le monde. Enfin, presque tout le monde. Une seule personne ne peut boire une goutte, l'orateur. Cela pour trois raisons principales. On ne doit jamais placer une personnalité dans la situation d'avoir un verre à la main car inmanquablement un photographe apparaît et vous immortalise dans cette fâcheuse posture. Vous pouvez être certains que cette photographie sera retenue par les journaux qui ne vous aiment pas, soit dans mon cas presque tous les journaux. Je pense souvent que le moyen de faire apparaître un photographe dans une réunion publique à laquelle je participe est de tendre la main vers un verre. Ensuite, la bière allemande est forte en alcool et en boire un peu trop peut conduire à perdre le fil de ses idées et à achever la causerie dans le même état de décrépitude que Winston Churchill. Si jamais cela m'arrive, je suis sûr de faire la une du *New York Times*. Enfin, la bière étant ce qu'elle est, tout homme normalement constitué ne tarde pas à la pisser. Je ne veux même pas imaginer ce qui se passerait si je devais me précipiter aux toilettes au beau milieu de ma causerie. A nouveau le *New York Times* publierait un article à la première page où il annoncerait que ma vessie donne des signes de faiblesse.

Enfin, last but not least, quand un orateur entre dans les toilettes des brasseries, dont les urinoirs alignés à perte de vue sont occupés par des hommes vidant leur bière, il y en a toujours un hurluberlu qui hurle dans un allemand guttural :

— Herr David Irving !

Immédiatement, une foule de messieurs se dépêchent de finir ce qu'ils étaient en train de faire, se reboutonnent comme ils peuvent et s'essuient laborieusement les mains sur leur pantalon pour venir me serrer la mienne et me tenir la jambe avec leurs souvenirs du front de l'Est pendant que je tente, à mon tour, d'évacuer la bière que j'ai bue entouré par une foule de spectateurs attentifs.

Il suffit de subir cette situation une fois dans l'existence pour ne plus jamais toucher un verre de bière dans une brasserie et au contraire de regarder cette boisson roborative non sans une certaine frayeur.

Dans mes causeries, je commençais toujours par remercier les policiers pour leur présence en rappelant cette anecdote qu'aimait à raconter feu le docteur Goebbels. Il disait qu'en dix ans de lutte électorale à Berlin, il avait parlé à pratiquement toute la police, ce qui avait fortement contribué à faire des forces de l'ordre d'ardents propagandistes du national-socialisme.

Cette anecdote enchantait mon public mais enrageait encore davantage les policiers en leur rappelant un passé que la république fédérale aime à penser qu'il a disparu dans une autre dimension de l'espace-temps.

Une fois les pandores mis en boîte, l'orateur doit bâtir un pont entre lui et son public en cherchant à retenir leur attention en passant d'une anecdote à une autre. L'important est de raconter des histoires. Mais les circonstances extérieures doivent

mettre du sien. La température, par exemple, joue un rôle. S'il fait trop froid, les gens pensent à se réchauffer et perdent le fil de ce que je dis. S'il fait trop chaud, ils s'endorment.

La salle doit être séparée du monde extérieur. Je me souviens qu'une fois dans une petite ville d'Allemagne du nord, des congères de près de 2 m de neige barraient les rues. Or, au beau milieu de ma conférence, j'avais déjà eu du mal à capter leur attention quand des enfants ont commencé une bataille de boules de neige. Je voyais les têtes suivre les échanges : gauche-droite, gauche-droite. J'avais l'impression de me retrouver à Wimbledon dans les tribunes du tournoi de tennis. Enfin, les enfants se sont éloignés et je me suis efforcé de recapter l'attention de mon public en leur racontant des anecdotes croustillantes. Un vieux monsieur au premier rang paraissait assez rétif à mes propos badins. Très indifférent même. J'ai eu le fin mot de l'histoire quand une sirène assourdissante m'a coupé la parole et des pompiers en grand uniforme ont fait irruption dans la salle pour emporter le vieux monsieur. Les auditeurs regardaient de tous côtés. Ceux qui avaient conservé une âme d'enfant étudiaient à travers la fenêtre le camion des pompiers dans tous ses détails, en s'exaltant sur la beauté des chromes. Les plus voyeurs se fixaient sur les allées et venues des pompiers encombrés d'équipements de réanimation, les plus grincheux me regardaient fixement avec l'air de me rendre responsable de la mort de cet auditeur. Finalement, un secouriste est venu nous annoncer qu'en dépit de tous leurs efforts le vieux monsieur était mort. Que faire dans un cas comme celui-là ? Un participant s'est levé et a proposé deux minutes de silence à la mémoire du défunt. La salle s'est levée comme un seul homme pour se mettre dans un garde à vous évocateur d'autres époques. Plus tard, je me remets péniblement à retisser le fil de mon récit quand un cri interrompt une nouvelle fois ma causerie :

— Le vieux monsieur a laissé sa mallette ! Forcément, me suis-je dit, étant mort il pouvait pas l'avoir emportée avec lui. Me tournant le dos, des participants ont commencé une réunion informelle pour savoir ce qu'il convenait de faire avec cette mallette. Le plus sage eut été d'attendre la fin de ma causerie. Mais non. Il fallait décider et décider tout de suite.

Après cette interruption je dois vouer que je n'avais plus l'énergie nerveuse indispensable à l'exercice d'une causerie et je l'ai achevée aussi vite que j'en ai été capable.

Quelques mois plus tard, j'ai raconté cette anecdote à une table où se trouvaient quelques-unes des personnes qui ont été les plus proches de Hitler durant la guerre. Tout le monde a ri. Sauf un vieux monsieur. J'ai reçu un coup de coude et une voix furieuse m'a dit :

— C'était son frère !

Il est donc bon d'apprendre une autre leçon. Quand vous racontez des anecdotes, faites-le de manière impersonnelle de sorte à ne fâcher personne.

C'était le bon temps. Je ne veux pas dire par là que je regrette le temps où les participants à mes causeries mouraient en route. Non bien sûr. En revanche, c'était un temps où en Allemagne j'avais encore le droit de parler au public. C'était un temps où la police protégeait la liberté d'expression.

Progressivement, j'ai vu une évolution se produire. La police n'hésitait pas au début à protéger les endroits où je parlais à mes lecteurs. Puis, avec le temps, les complications se sont produites, principalement après l'affaire Fred Leuchter.

Je vous rappelle que Fred Leuchter est un homme dont l'étrange métier est de faire passer de vie à trépas son prochain de la manière la plus rapide, la plus efficace et, si possible, la moins douloureuse possible. A la demande d'Ernst Zundel, il

s'est rendu à Auschwitz pour expertiser les caves à cadavres des Krema II et III afin de savoir si ces lieux étaient propices à des gazages homicides. Il a conclu que ces deux caves à cadavres n'ont jamais été adaptées à des actes homicides.

Ce témoignage a eu un impact très important non seulement sur le procès Zundel mais aussi pour moi. J'ai commencé à en parler en Allemagne. Le public était très désireux de connaître ces développements qui contestaient radicalement la version des faits à la mode en Allemagne depuis la victoire alliée. Il va sans dire que les autorités politiques mises en place par ces mêmes forces alliées d'occupation n'aimaient pas ce témoignage qui sapait leur légitimité.

J'ai finalement vu arriver au début de mes conférences des inspecteurs de la police politique qui me remettaient gravement un document dans lequel ils énuméraient les points qu'il m'était interdit d'aborder. Pour les faire bisquer, je commençais ma causerie par la lecture intégrale du document policier ce qui mettait en joie mon public et ce qui enrageait les policiers qui se sentaient ridiculisés. La lecture des points qu'il m'était interdit de parler à lui seul informait mon public de ce que le gouvernement allemand voulait à tout prix cacher.

Par la suite, ils m'ont imposé le secret en me remettant des documents où il était marqué en grand « geheim ». Puis, le simple fait que je puisse m'adresser librement au public leur était insupportable. Ils ont commencé par ne plus assurer ma sécurité. J'ai démontré à une journaliste française Annette Lévy-Villard ce que cela voulait dire.

A Hambourg, le chef de la police est venu me dire devant une foule de plusieurs centaines de personnes qu'il n'assurerait pas ma sécurité ! Il laisserait les manifestants me mettre en pièces sans intervenir, mais si je faisais le moindre geste pour me défendre, il se ferait une joie de m'arrêter. Sans me démonter, j'ai proposé à la journaliste de me filmer alors que j'allais m'adresser quatre minutes aux manifestants dans la rue.

— Pourquoi seulement quatre minutes ? me demanda Annette Lévy-Villard ?

— Parce que si je reste plus longtemps, je ne serai plus en mesure pour longtemps de répondre à vos questions.

Je me suis approché et j'ai commencé à m'adresser aux manifestants. Ceux-ci étaient étonnés et m'écoutaient car ils ne savaient pas toujours très bien pour quelles raisons ils étaient là. Nous avons su bien après que ces manifestations avaient été fomentées et financées par des fonds fournis par la Stasi.

Une autre raison pour les quatre minutes était que c'était le temps que mettaient en moyenne les meneurs pour rejoindre le point où je me trouvais pour remobiliser leurs troupes contre moi.

Quand j'ai vu les mines patibulaires des ennemis de la liberté d'expression jouant des coudes pour s'approcher, j'ai décidé un repli stratégique avec sur mes talons la journaliste française.

— Où allons-nous M. Irving ?

— Je vous le dirai si vous m'emmenez dans votre voiture.

Elle n'avait pas d'autre choix que de m'embarquer dans sa belle Renault. Dans des situations un peu « chaudes » je prévoyais parfois jusqu'à six lieux de secours. La journaliste apprit à ses dépens ce que voulait dire la liberté d'expression car sa voiture avait été repérée par les manifestants et elle fut renversée et entièrement démolie.

Un soir, deux inspecteurs se sont présentés à moi avant ma causerie en me remettant un document m'interdisant de prendre la parole. L'inspecteur le plus âgé s'est alors tourné vers sa collaboratrice :

— Avez-vous le second document destiné à M. Irving ?

— Non, je l'ai laissé dans la voiture. Je vais le chercher.

J'en ai profité pour leur dire que j'allais chercher dans mes affaires le numéro de téléphone de mon avocat.

— Vous revenez, n'est-ce pas ?

— Bien sûr, le numéro est dans ma serviette à côté.

Il va sans dire que j'ai pris mes jambes à mon cou et sauté dans un taxi pour l'aéroport le plus proche d'où j'ai pris le premier avion quittant ce paradis de la liberté qu'est l'Allemagne d'aujourd'hui. Dès le lendemain les journaux titraient que j'avais réussi à m'échapper avant que la police ne puisse m'arrêter pour des crimes contre la version de l'histoire en vigueur dans ce merveilleux pays.

Il est paradoxal que vingt ans après l'ancien rédacteur en chef du *Spiegel*, un homme de gauche, puisse publier en Allemagne un article dans lequel il écrit noir sur blanc que les fameuses caves à cadavres des Krema II et III n'ont jamais servi pour des gazages homicides et que les meurtres de masse ont eu lieu sur une échelle bien plus réduite dans d'autres lieux et que le nombre maximal des gazages ne peut pas dépasser les 300 000 personnes. Or, je n'ai jamais affirmé rien d'autre. En fait, j'avais tort d'avoir raison trop tôt.



Pour retrouver la trace de la belle Cynthia, Thomas Mahl, le Rouletabille de l'espionnage, a fouillé les archives de bas en haut.

Dans les bras de Cynthia

Le dimanche 1^{er} septembre au matin, David Irving, qui semble avoir passé la nuit dans une machine à laver tant il a l'air fripé, présente l'orateur du jour, Thomas E. Mahl, un universitaire efflanqué, à l'air jovial qui monte à la tribune tout en souplesse. Il a demandé un micro baladeur pour être en mesure de marcher de long en large sur la tribune. Le cadreur vidéo s'arracherait les cheveux s'il lui en restait encore quelques-uns.

Au départ de son travail une question posée par Lawrence Kaplan le professeur qui dirigeait un séminaire alors que l'auteur préparait sa thèse de doctorat. Au fil de la conversation, il expliquait que le célèbre politicien conservateur et isolationniste Arthur Vandenburg était devenu du jour au lendemain un ardent interventionniste sans que l'on sache pourquoi. S'imaginant le politicien tombant dans les rets d'une belle espionne, le futur professeur Mahl s'est mis en chasse, comme un bon chien de sang. Son livre *Desperate Deception* raconte sa quête. Mais comment peut-on écrire l'histoire d'une opération si secrète

qu'elle n'est pas censée avoir eu lieu ?

— Je me suis mis à lire cinquante pages par jour de livres traitant de la période et au bout de 5 000 je n'avais mis la main que sur un seul fait exploitable, le prénom d'une femme, Cynthia, sans doute une espionne anglaise.

Explorant archive après archive, lisant des dossiers épais comme des bottins téléphoniques à la recherche d'une note en bas de page, de quelques lignes ou même d'un nom. Il faut dire que j'avais choisi un sujet que nul avant moi n'avait traité, l'activité de l'espionnage britannique aux Etats-Unis durant la Seconde Guerre mondiale.

Que faisaient donc les James Bond de sa Gracieuse Majesté chez leurs alliés ? Dès la fin des années trente, les Anglais ont su qu'ils allaient entrer en guerre contre l'Allemagne. Or, le Royaume Uni n'était plus la superpuissance de 1914. Une guerre contre le III^e Reich allemand, même avec l'aide de la France, ne pouvait être gagnée que par l'intervention massive des Etats-Unis.

En d'autres termes, toute l'activité de l'espionnage anglais aux Etats-Unis, notamment à partir du 3 septembre 1939, sera concentrée sur un seul objectif : l'entrée en guerre des États-Unis aux côtés du Royaume-Uni. Entre temps, il fallait s'assurer que les contribuables américains puissent venir en aide aux Britanniques. Car quand Winston Churchill arriva au pouvoir en 1940, on lui demanda quelle sorte de guerre voulait-il mener : celle que le royaume était en mesure de payer et se contenter de faire le blocus des côtes de l'Europe occupée pour se donner le temps de négocier un traité de paix avec les Allemands ou bien une guerre à fond la caisse sans soucier de l'addition et priant très fort pour que les Américains la payent avant de prendre le relais ?

Churchill choisit la seconde option. En toute logique, quelques semaines plus tard, Londres dut annoncer à Washington : nous ne pouvons plus payer, on est sur la paille.

Qui était chargé aux Etats-Unis de trouver une solution au casse-tête financier posé par Londres ?

On trouve dans les allées du pouvoir à Washington une sorte de ménage à trois, ou triangle, dont les sommets étaient occupés en premier lieu par les services britanniques, la haute banque et les milieux huppés de la côte Est et, enfin, par la Maison blanche.

Saviez-vous que la famille Rockefeller a mis à la disposition des services britanniques des bureaux en plein cœur de Manhattan ? L'action décidée de ces trois groupes travaillant la main dans la main a réussi des miracles. Par exemple, comment un homme politique comme Vandenburg qui était un isolationniste résolu, a-t-il pu devenir du jour au lendemain un interventionniste rabique ? Il y aurait-il eu l'intervention d'une belle espionne avec un chantage à la clef ?

Voilà les questions que je me posais sans pouvoir y répondre de manière satisfaisante.

Dans les archives, la recherche des noms des personnes qui pouvaient être impliquées dans ces opérations d'espionnage ne donnait guère de résultats. Un jour, j'ai appelé les archives de l'institution Hoover, une des plus remarquables des États-Unis. Par le plus extraordinaire des hasards, c'est le grand patron qui a décroché. C'est un peu comme si en appelant la Maison blanche c'est George W. Bush qui décrochait en personne.

Je lui explique en détail mes recherches et, il m'avoue tout contrit qu'il n'a rien en magasin pour moi. Toutefois, après un instant de réflexion il me dit :

— Attendez, oui, peut-être, je me souviens que nous avons les souvenirs de Walter Troen (?) correspondant à Washington

du *Chicago Tribune*. Je crois qu'il fait allusion à ce que vous recherchez.

Je m'empresse de jurer sur père et mère que je suis disposé à payer ce qu'il faut pour une photocopie des pages qui concernent mes recherches. Je les reçois quelques jours après et, bingo, il décrit les activités du réseau d'influence et d'espionnage mis sur pied par les britanniques pour entraîner les Etats-Unis dans la guerre.

Je téléphone à l'archiviste pour le remercier. Je lui dis :

— C'est bien dommage que cet homme soit probablement mort. J'aurais bien aimé le rencontrer.

— Mort ? Mais pas du tout. Il habite à tel endroit et vous pouvez trouver son numéro de téléphone dans l'annuaire.

Je ne pouvais pas en croire mes oreilles. Je tenais mon premier témoin.

Quelque temps après j'entre en relation avec ce journaliste qui par retour de courrier m'adresse deux pages de souvenirs tapés à simple interligne d'un côté de la page à l'autre, sans la moindre marge. Je n'en croyais pas mes yeux. Il citait des noms, des dates, des faits. Il avait parfaitement compris le fonctionnement de cette conspiration britannique pour entraîner les états unis dans la guerre.

Dans cette note, il citait des noms de femme, mais pas celles que je connaissais. Dans les papiers de Vandenburg je n'avais trouvé aucun de ces noms. J'en parle avec le responsable des archives ayant la garde des papiers de Venenbourg en m'étonnant que des noms de personnes l'ayant approché de près n'y figuraient pas. Je lui citais de nom de ce couple dont il avait enterré le mari avant de coucher avec la femme.

L'archiviste me dit :

— Saviez-vous que Madame Vandenburg avait tenu un journal et que ce journal est dans nos fonds ?

Non, je ne le savais pas. Sans plus attendre, j'ai sauté dans ma voiture et roulé vers le nord afin de consulter ces documents par moi-même. Cette dame était en avance sur son temps. Non seulement elle tenait un journal détaillé, mais elle prenait le soin de le dactylographier et de relier chaque année en un volume élégant.

Je me suis précipité sur ceux concernant les années qui m'intéressaient et là, page après page, j'ai retrouvé les personnes dont le mari avait scrupuleusement tu l'existence. Pour vérifier mon intuition, j'ai recherché la date du vote de la loi du Lend Lease. Eh bien, la veille, il a reçu la visite d'une belle femme que je soupçonnais être un agent britannique, ce dont je suis sûr aujourd'hui. Cela me semble clair comme de l'eau de roche. Cette jeune et jolie femme était venue pour contraindre cet homme politique à voter une loi très importante pour la survie du Royaume Uni.

Je fais abstraction quelques secondes du récit de ce passionnant sinon confus orateur. Si l'Angleterre a tenu face à l'Allemagne, c'est grâce au courage de ses habitants, certes, mais surtout grâce au soutien matériel immense dont ce pays insulaire a bénéficié de la part des Etats-Unis. Sans les milliers de bateaux chargés à refus de marchandises, des armes, des munitions et des machines-outils, jamais les Anglais n'auraient été en mesure de résister aux Allemands qui eux bénéficiaient d'une économie bien davantage autosuffisante.

Peu de temps après le vote de Lend Lease, une autre loi fut adoptée, celle instituant la conscription. De nombreux historiens ont été étonnés de constater la contradiction entre l'hostilité des jeunes et de la population en général et les résultats des enquêtes d'opinion qui révélaient que la majorité des jeunes en âge d'être enrôlés était favorable à la conscription. Les quelques

rares historiens qui ont repéré cette contradiction ne sont pas allés plus loin que cette observation. Moi, j'ai pris la peine de chercher qui était chargé des études d'opinion chez Gallup à cette époque. C'était un nommé David Ogilvy. J'ai retrouvé sa trace et je l'ai appelé. Je lui ai posé une question simple :

— Comment expliquez-vous l'apparente contradiction entre les résultats des enquêtes d'opinion de 1940 sur la conscription et ce qui semble avoir été l'opinion publique réelle ?

— Je suis désolé, m'a-t-il répondu, mais je n'ai pas le droit de révéler des secrets d'Etat.

Cette réponse était un aveu. Ai-je besoin de vous dire que David Ogilvy est anglais ?

Nous avons tous compris que les Anglais, placés à des postes clef dans les compagnies chargées de conduire des enquêtes d'opinion avaient fait en sorte que les résultats de ces enquêtes soient favorables aux intérêts de sa Gracieuse Majesté.

Cela semble anecdotique. Ce serait une erreur de le penser car a loi de 1940 sur la conscription a été votée car les députés ont été abusés par les résultats de ces enquêtes d'opinion bidonnées où 85 % des hommes en âge de porter des armes étaient favorables à l'établissement du service militaire obligatoire.

Pour parler simplement, nous avons d'un côté la haute finance anglo-saxonne avec des familles comme les Rockefeller ou Henry Luce, le patron de *Time* et de *Life*, la Maison Blanche avec un juif belliciste comme Felix Frankfurter et les services britanniques dirigés par un homme sans scrupules comme William Stevenson.

Faut-il pour autant croire que les activités de ces personnes étaient passées inaperçues ? Non bien évidemment. Mais le FBI n'intervenait pas parce qu'il savait qu'à la Maison blanche on ne voulait pas qu'il le fasse. Il y eut tout de même une exception. Un comité du Congrès avec découvert le port aux roses. Il s'agit de la commission Dies (?). j'ai demandé aux archives la communication de ce rapport. Niet, on m'a répondu. Secret absolu. comment cela se fait-il ? Cinquante ans se sont écoulés depuis les faits. Il y a prescription me semble-t-il. Rien à faire. La sécurité nationale s'oppose à l'ouverture de ce dossier. A l'époque je travaillais pour le député Sherrod Brown. Je lui en ai parlé. Il m'a demandé un rapport. je le lui ai envoyé. Il a à son tour demandé le dossier : niet lui a-t-on répondu. Cette réponse a mis le député en rage. Il s'est juré d'avoir la communication du dossier. Il a mis un an à l'obtenir. Finalement, l'archiviste vaincu par tant d'obstination a rendu les armes et j'ai été en mesure de le lire.

Après lecture du dossier, j'ai compris pourquoi il était resté au secret durant tant d'années. De la dynamite. La commission avait tout exploré tout découvert, y compris les numéros des comptes en banque des agents d'influence britanniques.

Autant cet homme est passionnant à écouter car il parle sans notes, autant il est difficile de rendre compte de sa causerie car il passe du coq à l'âne sans arrêt et ne prend jamais le temps d'expliquer qui est qui. Il suppose probablement que ses auditeurs savent tout sur Vandenburg ou le comité Dyes (?). Mais moi j'ai toutes les peines du monde à m'y retrouver et je note les noms en écriture phonétique. L'homme ne cherche pas à exposer ses découvertes, il nous explique le cheminement par lequel il a réussi à retrouver les sources. C'est un vrai roman policier.

Pendant l'interruption de séance, je me précipite vers le libraire et il m'annonce que les derniers exemplaires de l'ouvrage du conférencier viennent d'être vendus. Sans me découvrir, je me rends dans le bureau où l'hôtel propose des ordina-

teurs à ses clients. Je me connecte au moteur de recherche Google et j'inscris le nom du conférencier et le titre de son livre. L'écran affiche de nombreuses critiques. J'en choisis une et j'en imprime le texte. De retour à la salle de conférences, je peux lire en clair les noms que je n'avais pas identifiés. Ainsi, le sénateur Vandenburg s'appelle en réalité Vandenburg et que la mystérieuse Cynthia n'est autre qu' Amy Elizabeth Thorpe Pack Brousse, l'épouse du diplomate anglais Arthur Pack, un agent du MI-6. Bref, ce livre est de la dynamite et je retourne à l'ordinateur pour en commander un exemplaire chez Amazon. fr qui me permet de recevoir en France des livres américains pratiquement pour le même prix et sans avoir à les transporter dans mes valises.

L'art de gazer proprement

Lors de l'interruption de séance, tous les Américains présents se précipitent comme un seul homme sur le buffet pour s'empiffrer de petits gâteaux et boire des litres de café. Je suis abordé par Robert Countess, le révisionniste qui habite à Huntsville dans l'Alabama. Il me demande de le prendre en photo devant l'étrange appareil qu'il a amené de chez lui. Nous sommes accompagnés par Charles Provan, l'improbable ex-révisionniste qui est persuadé que des gazages homicides ont bien eu lieu.

Nous quittons l'hôtel pour le parking où il a garé sa camionnette. A l'arrière, j'aperçois un bâti en poutrelles métalliques et en grillage de fil de fer. Countess a reproduit à l'identique la fameuse colonne grillagée qui aurait permis aux Allemands d'introduire le zyklon B dans les caves à cadavre des Krema II et III.

— Voici un exemple de révisionnisme concret, pratique. Pas de bla-bla ou de chichi. Du solide, du fer et du contre-plaqué. Charles Provan semble impressionné. La scène est surréaliste. Sous le chaud soleil du Kentucky, un imprimeur exterminationniste et un retraité de l'enseignement révisionniste s'extasient sur un assemblage maladroît de fils de fer qui est supposé reproduire une machinerie funeste.

— J'ai pris dans la réserve de ma femme deux boîtes de café moulu que j'ai peintes en noir. ce sont mes boîtes de zyklon-B. Pour représenter les particules porteuses de gaz, j'ai utilisé des grains de riz.

Nous sommes rappelés à l'ordre par David Irving qui passait par là. Nous nous précipitons vers la salle de conférences où Kenneth D. Alford vient de prendre la parole. Il fait un long exposé sur les vols d'œuvres d'art par les militaires américains. Je ne parviens pas à comprendre son élocution tout comme celle des deux orateurs suivants. Le premier, Hal Bastin, nous présente la famille de Hitler présente aux États-Unis (des descendants de Patrick William Hitler, fils de son frère Aloïs) et le dernier, Don Bustion, fait le point sur les difficultés d'obtenir des documents des archives américaines. C'est ainsi, apprend-on, que le dossier de la CIA concernant la mort en 1948 du comte Bernadotte par les sionistes est toujours au secret. L'orateur est plus intéressant quand il nous apprend que sur les 4853 œuvres achetées sur les fonds privés de Hitler pour le futur musée de Linz, seulement 53 ont été cataloguées en 1946 d'origine douteuse par les enquêteurs alliés.

En cette après-midi du dimanche, je sature un peu. J'attends avec impatience le moment de partir à l'aéroport. Normalement la conférence se poursuit ce soir et demain par les conférences de Charles Provan et Bob Countess. Mais je ne peux rester davantage. Il faut que je rentre travailler en Europe.



*Robert Countess
au cours
du montage
d'une
reconstruction
de la colonne
grillagée
qui aurait servi
aux Allemands
pour introduire
le zyklon B dans
les caves
à cadavres
des krema
II et III.*

Selon le programme, Charles Provan doit intervenir demain sur les enquêtes de son demi-dieu, le juge SS Konrad Morgen, dans le camp d'Auschwitz où le commandant Rudolf Hoess avait jeté son dévolu sur une jeune et jolie déportée. Cette femme étant tombée enceinte, il a ourdi un complot pour mettre un point final à cette grossesse avant que Zorro, pardon le juge Morgen, intervienne et mette le holà à cette sordide affaire.

En ce qui concerne Robert Countess, il doit exposer en détail les fameux trous des Krema II et III qui ont eu tant d'importance lors du procès de David Irving. Il a monté la fameuse colonne en treillis métallique sur la scène de la salle de conférence pour en expliquer le fonctionnement aux auditeurs.

Une conférence allégée ?

En lisant le programme dans la navette qui me conduit à l'aéroport, je me rends compte qu'il existe des différences notables entre le programme qui nous a été adressé par la poste voici trois mois et le programme définitif de la conférence. Il nous avait promis un célèbre journaliste, nous ne l'avons pas eu, une explication sur la rapidité par laquelle les tours jumelles se sont effondrées, un film de 66 minutes pour instruire les équipages sur l'art et la manière de faire face à des terroristes, un certain Michael Ruppert présenter une brillante synthèse des événements, une causerie sur le rôle du propagandiste britannique Sefton Delmer ou enfin, une étude, image par image, du film de l'assassinat de John Kennedy et du rôle de Jack Ruby. Je crois que cette dernière personne est un auteur canadien qu'Irving a annulé à la dernière minute quand il apprit que dans son livre sur l'assassinat de Kennedy il accuse des organisations juives d'avoir trempé dans la conspiration.

A l'aéroport, j'apprends que mon vol pour Washington a été annulé. On me case in extremis sur un autre vol qui atterrit sur un autre aéroport de la ville. J'ai tout juste le temps d'embarquer car comme je suis étranger, on me désigne au hasard pour

une fouille approfondie. J'attends près d'une heure qu'un placide fonctionnaire daigne mettre ses gants blancs pour fouiller mes affaires complètement.

Enfin, à quelques minutes près, je réussis à prendre le vol prévu et je suis à Washington à temps pour prendre mon vol vers l'Europe.

Annexes

IRVING VEUT PAS SE FAIRE MAL VOIR Extrait de la lettre de l'AAARGH d'août 2002.

« I have spent five years trying to establish my Cincinnati function, at great personal expense, as a serious platform for history debate. I cannot have this work jeopardised. To have it turned into a platform for anti-Zionist rhetoric would defeat that purpose. There are proper locations elsewhere for that sort of thing. »

Ce courrier a été adressé à Salvador Astucia, auteur d'un onzième livre qui explique l'assassinat de Kennedy. Irving l'avait invité à en parler à ses conférences de Cincinnati, et puis il a flairé l'antisionisme et il a « désinvité » Salvador Astucia, en lui disant qu'il ne voulait pas que ça torpille son entreprise historique « sérieuse ». Où va se nicher le sérieux ?

Salvador raconte toute l'affaire avec les documents y afférents. Voir :

http://www.jfkmontreal.com/d_irving_emails.htm

Son livre s'intitule *Opium Lords : Israel, the Golden Triangle, and the Kennedy Assassination*.

Il est disponible en ligne à :

<http://www.jfkmontreal.com/toc.htm>

ou on le commande à : Dsharpwriter, P.O. Box 4000, Gaithersburg, MD. 20885-4000, USA. Write « Opium Lords » on the check or money order along with your return address ; 34 \$.

Voyez comment il explique que l'ordonnateur du meurtre de Kennedy était, selon lui, Nahoum Goldmann :

<http://www.jfkmontreal.com/goldmann.htm>

Avouons que nous n'avons pas lu le livre. Il ne figure certainement pas très haut dans la pile de livres en attente.

Petite contribution à l'histoire du 11 septembre 2001

<http://autonomie.org/messages/020905.htm>

Le déferlement médiatique risque d'être rude, cette année encore, à l'occasion du premier anniversaire du 11 septembre 2001. Néanmoins, pour ce qu'on peut percevoir des prémisses de cette commémoration, une hypothèse - de taille - sur les origines de l'événement n'est jamais étudiée. Tout au plus peut-on trouver quelques éléments qui permettent de la reconstituer dans des publications pointues. C'est donc elle que je souhaite formuler ici, rapidement, à travers quelques menus rapprochements. Et pour ne pas vous faire languir plus longtemps, autant l'annoncer d'emblée. Une des causes majeures du 11 septembre 2001, et plus largement de la guerre menée par Al-Qaïda, réside dans la politique américaine, non seulement dans le Moyen-Orient (cela est assez communément admis), mais plus précisément en Arabie Saoudite (ce qui est moins souvent dit, et encore moins étayé). Plus encore, il convient de dire que l'Amérique se livre, depuis quelques années, dans la péninsule arabique, à une

véritable politique néocolonialiste.

Autrement dit, je voudrais m'écarter de l'éternelle rengaine sur le fanatisme saoudien et du tableau horrifique systématiquement brossé de ce pays (et souvent non sans raison), pour essayer de comprendre, sans diaboliser, comment le terrorisme peut y trouver des relais, dans tous les milieux sociaux.

Lu dans Le Monde

Mais, auparavant, j'aimerais faire un rapide détour par un numéro du *Monde*, daté du 24 août 2002. Le titre avait attiré mon attention, comme je suppose qu'il a dû attirer celle de Pour lire pas lu. En une du *Monde*, donc, s'étalait ce titre : « Pourquoi l'Arabie Saoudite inquiète les Etats-Unis ». Ineffable placidité du *Monde*. Voilà un journal qui se soucie des inquiétudes des Etats-Unis à l'heure où ce pays possède, et de très loin, la plus grosse armée du monde, qu'il ne maîtrise d'ailleurs plus très bien, et que celle-ci menace très concrètement, et pour des raisons toujours douteuses, tant d'autres pays. Incroyable impudence aussi de ce titre, où on aurait été en droit de lire à la place, si ce journal faisait encore de l'investigation : « pourquoi les Etats-Unis inquiètent l'Arabie Saoudite ». Mais il y a plus incroyable encore : rien dans la page que *Le Monde* consacre au sujet, cette fois intitulée « Les Saoud, une richissime monarchie qui inquiète les Occidentaux » (faut-il comprendre que « les Saoud » constituent à eux seuls « l'Arabie Saoudite », et que « les Occidentaux » se traduisent par « les Etats-Unis » ?), rien donc, ou presque, dans cette page, ne vient sérieusement étayer cette crainte. Ainsi, après un long reportage sur les fastes de la famille régnante en vacances à Marbella, qui serait presque « people » par sa fascination pour l'argent s'il n'incitait pas en même temps au mépris pour ces milliardaires oisifs, opulents et sans moralité, une autre demi-page se fait l'écho de « rumeurs sur les retraits des placements saoudiens des Etats-Unis ». Là encore, on ne sait rien, on reste à l'extérieur du « mystère » des Saoud, mais *le Monde* publie quand même l'article - à base de rumeurs, donc. « Même les plus fins limiers du FBI ou de la CIA ne sont pas parvenus à remonter la filière très complexe de la richissime famille Al Saoud » conclut l'article. On comprend qu'un journal ait besoin d'aguicher pour mieux se vendre, ou qu'il manque parfois de journalistes l'été, mais est-ce bien ainsi, par des promesses trompeuses, des attentes déçues et des rumeurs invérifiables, qu'il fidélisera ses lecteurs ?

Seul le dernier papier évoque enfin, avec force précautions, et entre autres considérations, le « statut menacé » de « l'allié privilégié de Washington », et le projet de scission du royaume, qui circule parmi les conseillers du ministère américain de la Défense. Cela vaut la peine d'être précisé : selon ce projet, la province orientale renfermant l'essentiel des gisements pétroliers pourrait être séparée de l'Arabie Saoudite. Pourquoi les Etats-Unis inquiètent l'Arabie Saoudite ? Tel est donc ce qu'on ne lira pas, ou difficilement, dans *le Monde*, qui opte dans ses grands titres et dans la majorité de ses articles - dans ses articles les plus mis en avant - pour la solidarité avec « l'axe du Bien », au prix de toute rigueur et du risque très probable de manipulation. Des raisons objectives de s'inquiéter existent pourtant, même si elles ne sont pas souvent rappelées. Qu'on en juge plutôt. L'Arabie Saoudite est l'une des rares nations du Moyen-Orient à n'avoir jamais vraiment été colonisées, et à avoir été indépendantes pendant la première moitié du 20^e siècle. Mais, depuis quelque temps, elle semble vivre, à quelques nuances près, ce qu'on trouve un peu partout ailleurs sous le nom de néocolonialisme - on place au pouvoir des présidents ou des

rois fantoches, plus ou moins corrompus et autocrates, qui, en échange de ce pouvoir à vie, ferment les yeux sur les trafics de toutes sortes opérés sur leur territoire par d'anciennes puissances coloniales. Le Zaïre de Mobutu en est un exemple parfait, dont le processus est admirablement décrit dans Lumumba, le film de Raoul Peck sorti en septembre 2000 (un film remarquable, vraiment, à voir ne serait-ce que pour le portrait de ce héros de l'indépendance congolaise) : il n'est pas excessif de dire que, malgré les apparences, le Congo n'a jamais connu d'indépendance véritable ; d'où la facilité avec laquelle les puissances occidentales ont pu maintenir des réseaux d'influence. En Arabie Saoudite, en revanche, il n'y avait pas de réseaux déjà installés. Malgré l'immense richesse du sous-sol (un quart du pétrole mondial), les occidentaux n'ont probablement jamais eu sur ce pays la main-mise qu'ils ont conservée, ou conquise, sur l'immense majorité des pays d'Afrique, d'Amérique latine ou d'Asie riches en hydrocarbures ou en minerais précieux. Parmi les exceptions, relatives, et malheureusement fragiles, on trouve actuellement le Venezuela d'Hugo Chávez, où des lobbies soutenus par le Ministère américain de la Défense ont lancé un coup d'Etat le 11 avril dernier, mais qui a été aussitôt défait par des manifestations populaires. (1) Parmi ces exceptions, on pouvait donc compter aussi l'Arabie Saoudite, que les sociétés britanniques ont désertée dans les années 20, désespérant d'y trouver du pétrole. C'était l'un des rares pays « non occidentaux » au monde à avoir été aussi largement indépendants que riches. Certes, les majors américaines exploitaient le pétrole saoudien depuis 1933. Certes, les Américains avaient installé une base militaire à Dhahran après la seconde guerre mondiale. Mais quand l'OPEP, et à travers elle l'Arabie Saoudite, a décidé un embargo pétrolier, et projeté la nationalisation progressive des majors, les Américains n'ont rien fait. Mieux : « en 1988, les Américains sortent définitivement de la société Aramco. Chevron, Texaco, Exxon et Mobil, qui avaient déjà laissé l'Etat saoudien rentrer à hauteur de 25 % du capital en 1972, puis de 60 % en 1974, revendent leurs dernières actions à l'Arabie Saoudite », écrivent Jean-Charles Brisard et Guillaume Dasquié. (2) Mais l'indépendance, si elle semble totale sur le plan économique, n'est pas complète : de nombreux Américains continuent de travailler dans cette entreprise gigantesque, aussi bien parmi les membres du conseil d'administration que dans les postes d'encadrement, et ils conservent des liens très forts avec les Etats-Unis. Voilà qui ressemble fort à certaines « décolonisations », au Congo-Kinshasa par exemple : sous la façade de l'indépendance, les postes clefs restent aux mains des anciens maîtres. Enfin, en 1990, comme pour parachever la prise de contrôle, ou récupérer ce qu'ils craignent de perdre, les Etats-Unis déclenchent la guerre du Golfe : l'état-major américain laisse croire à Saddam Hussein que leur armée n'interviendra pas si celui-ci envahit le Koweït, puis lui déclare la guerre ; et le même état-major américain laisse entendre à l'Arabie Saoudite qu'elle est menacée par l'Irak, sans aucune preuve véritable, et l'entraîne dans un conflit qui renforce sa dépendance vis-à-vis de l'armée américaine. (3) Cinq cent mille soldats débarquent sur la terre du prophète, ce qui scandalise une population déjà chauffée à blanc, et Riyad se voit contrainte de régler une facture de 55 milliards de dollars. Le sentiment d'être « colonisé » s'exprime alors de plus en plus ouvertement. Jean-Charles Brisard et Guillaume Dasquié confirment cette impression : « rien ne va plus dans le royaume : en 1993, les conséquences de l'effort de guerre se traduisent pour la première fois par d'importants déficits budgétaires. Le régime, l'un des plus riches au monde, doit même avoir recours

à l'emprunt pour financer le développement économique ! En 1994, le budget sera même réduit de 20 %. Parallèlement, une enquête du New York Times fait apparaître qu'une partie du trou dans les finances budgétaires serait due aux prêts accordés aux membres de la famille royale, qui n'ont pas pensé une seconde à rembourser ces sommes. » (4) La famille régnante se trouve ainsi prise entre deux feux : d'un côté le soutien aux Américains, tantôt forcé, tantôt complaisant, qui les conduit à ruiner le pays sans pour autant se ruiner eux-mêmes, de l'autre une aspiration à l'indépendance qui s'exprime dans toute la population, toutes classes sociales confondues, et qu'ils ne contrôlent plus. Ben Laden a alors beau jeu de se faire le défenseur des services publics saoudiens, et de poser en héros de l'indépendance : « L'homme de la rue sait que son pays est le plus gros producteur de pétrole du monde, et pourtant il subit des impôts et ne bénéficie que de mauvais services. Le peuple comprend maintenant le discours des oulémas dans les mosquées - selon lequel notre pays est devenu une colonie américaine » ; ou encore : « Aujourd'hui, les Etats-Unis ont un double langage, appelant terroriste quiconque va à l'encontre de leur injustice. Ils veulent occuper nos pays, voler nos ressources, imposer leurs agents pour nous diriger (...) et ils veulent que nous soyons d'accord ». (5) Faut-il chercher plus loin les motivations des kamikazes du World Trade Center ? N'y a-t-il pas là une des causes principales du 11 septembre ? L'Arabie saoudite est devenue un immense réservoir à pétrodollars et à bombes humaines pour des attentats anti-américains. Voilà ce qu'on aimerait entendre un peu plus souvent, surtout à l'heure où se prépare une nouvelle « croisade » sur l'Irak, et où l'on commémore de façon assez consensuelle le 11 septembre 2001. Quelles que soient les déclarations pseudo-islamiques de Ben Laden et de ses « frères en islam », leurs actes procèdent aussi d'une colère qui est juste. Les journalistes auraient intérêt à pousser leurs investigations un peu plus dans cette direction-là, pour démonter le piège qui s'est refermé sur l'Arabie Saoudite. Le fanatisme religieux n'a probablement fait que donner une forme à cette colère, son contenu est ailleurs. Et nous autres « occidentaux » aurions également intérêt à entendre, à écouter cette colère d'un peuple, aussi intégriste fût-il, pour ne pas nous faire plus longtemps les complices d'une imposture, d'une injustice qui se fait en notre nom. Nous pouvons quelque chose, ne serait-ce que dire cette imposture, cette injustice-là, et nous opposer aux guerres à venir. (6) Nos critiques du fanatisme religieux auraient peut-être, alors, un peu plus de poids. Et si le mot de « néocolonialisme » gêne, on peut en choisir un autre, celui de « néo-impérialisme » par exemple. Depuis quelque temps, des journalistes, des universitaires et des conseillers américains utilisent eux-mêmes les termes d'« hégémonie », d'« empire », voire de « colonisation », ainsi que la comparaison avec Rome, tout cela sans l'ombre d'une connotation négative. (7) Là n'est pourtant pas l'essentiel. Ce qu'il faut rappeler sans relâche, c'est que l'analyse de ces « experts » est fautive, le cas de l'Arabie Saoudite le démontre. La politique néocoloniale, néoimpériale, n'est pas une solution aux désordres de la planète. Bien au contraire. Elle en est - dans une large mesure, qui est appelée à s'accroître si on ne fait rien - la cause. J. Baptiste (1) Lire par exemple *le Monde diplomatique* de mai ou de juin 2002. Le silence des grands médias français sur ce putsch clairement soutenu par les Etats-Unis est d'ailleurs assez inquiétant. (2) Jean-Charles Brisard et Guillaume Dasquié, *Ben Laden, la vérité interdite*, Editions Denoël, Paris, 2001, p. 100. Les données économiques de cet article, et les informations concernant les majors pétrolières, proviennent de ce livre. (3) Voir par

exemple *les Dessous de la guerre du Golfe*, de Audrey Brohy et Gerard Ungermann (diffusé sur Arte, le 17 janvier 2001). Pour retrouver la plupart de ces informations : http://www.transnationale.org/sources/suprematie/guerres_golfe__militaire3.html (4) J.-C. Brisard et G. Dasquié, « Ben Laden, la vérité interdite », p. 104. (5) Extraits de « Oussama Ben Laden par Robert Fisk », in *le Monde* daté du 19 septembre 2001, et de « Etats-Unis, excès de puissance », in *le Monde diplomatique* n°571, octobre 2001 (déjà cités dans « Pendant les attentats, le bourrage de crâne continue »). (6) Sur ce sujet, on pourra lire, par exemple, la fameuse « Lettre de citoyens américains à leurs amis en Europe » : http://www.terredescale.net/article.php?id_article=183 (7)

Lire « La tentation impériale », de Philip S. Golub, in *le Monde diplomatique* de septembre 2002. On y trouve cette précision, sur le néo-impérialisme : « Que l'objectif des Etats-Unis ne soit pas l'acquisition territoriale directe mais le contrôle ne change pas grand chose à l'affaire ». Précédents messages sur « le 11 septembre » : « Pendant les attentats, le bourrage de crâne continue » <http://www.autonomie.org/messages/011109.htm> « La collaboration par l'exemple : un édit de Libération » : <http://www.autonomie.org/messages/020102.htm>

Why I believe Nahum Goldmann was « Mr. Big » in the JFK Assassination

by Salvador Astucia, April 28, 2002

In my book, *Opium Lords*, I asserted that Nahum Goldmann likely issued a decree to kill President Kennedy. Admittedly, my reasoning is completely deductive and circumstantial. No eye witness has ever stepped forward claiming that Goldmann issued such a decree. There is not a home movie or a tape recording capturing him stating that Kennedy should be killed. He did not submit a signed confession or make a notation in his diary. In a purely legal sense, there is no hard evidence linking him to the crime. But historians do not always require legal proof in order to draw conclusions. After all, Goldmann died in 1982. Legal proof is only required to prosecute someone for a crime, but since he is dead, the need for legal proof is greatly diminished. Historians sometimes substitute common sense and rational thought for legal proof in order to explain how a particular event occurred long after the participants have gone to their graves.

In my book, *Opium Lords*, I provided hard legal evidence that Kennedy's death was the result of a Jewish conspiracy. The « smoking gun » is an FBI report which states that Joseph Milteer told a police informant that the assassination was the result of a Jewish conspiracy. Milteer was an extremely credible source in a legal context. He had predicted Kennedy's murder thirteen days prior to the assassination in Dallas. Shortly thereafter he stated that the assassination was a « Communist conspiracy by Jews to overthrow the United States. » Milteer even indicated that a central person — someone that he called « the big Jew » — was in charge of the coup.

In addition, I established the motive, the means, and the opportunity for the crime to be committed. I even identified the names of the assassins and I established that Lyndon Johnson was a secret Jew, an agent within the conspiracy waiting in the wings to direct US foreign policy to Israel's advantage once Kennedy was removed from power. I established that Louis

Bloomfield was the man who engineered the assassination. I further established that the American news media was and is dominated by Jewish individuals and that Jewish journalists and television correspondents were deeply involved in the conspiracy. I even established that the US military was brought into the conspiracy by the promise of illicit drug money made from smuggling opium from Southeast Asia. The only thing that I did not prove in a legal sense was the identity of the person who gave the order to kill Kennedy. Who was Mr. Big ?

But if one looks at the facts presented in *Opium Lords*, we can conclude — by process of elimination — that the decree to kill Kennedy had to have come from a central figure within the Jewish culture. I believe that individual was Nahum Goldmann. Several facts support this conclusion.

First of all Goldmann was the founder of the World Jewish Congress and its president in 1963. The WJC has been the central organization behind worldwide Jewry since its inception in 1936. The following is the WJC's description of itself from its website :

The World Jewish Congress (WJC), established in 1936, is an international federation of Jewish communities and organizations. As an umbrella group it represents Jews from the entire political spectrum and from all Jewish religious denominations. Serving as a diplomatic arm of the Jewish people to world governments and international organizations it tries to preserve the principle of unity in diversity and always seeks consensus.... (from WJC website :

http://www.wjc.org.il/wjc/what_is_the_wjc.html)

The WJC's description of itself is strikingly similar to that of the ancient Sanhedrin. The following is an excerpt from the Encyclopedia Britannica's article about the Sanhedrin :

According to the Talmudic sources, including the tractate Sanhedrin, the Great Sanhedrin was a court of 71 sages that met on fixed occasions in the Lishkat La-Gazit (« Chamber of the Hewn Stones ») in the Jerusalem Temple and that was presided over by two officials (zugot, or « pair »), the nasi and the av bet din. It was a religious legislative body « whence the law [Halakha] goes out to all Israel. » Politically, it could appoint the king and the high priest, declare war, and expand the territory of Jerusalem and the Temple. Judicially, it could try a high priest, a false prophet, a rebellious elder, or an errant tribe.

(from *Encyclopedia Britannica* : Sanhedrin)

It is my contention that the WJC is the modern-day equivalent of the ancient Sanhedrin but on a worldwide scale. As head of that organization in 1963, Goldmann was the only central figure who could issue a decree to have a head of state executed if that person was viewed as a threat to Israel and worldwide Jewry. Clearly the second-born son or Joe Kennedy Sr fit that description.

Secondly, the conspiracy was extremely widespread, particularly within the American news media. This means that it did not occur by spontaneous combustion. It must have been heavily orchestrated and planned with meticulous detail. For something like that to occur, it requires that a decree first be issued by a powerful and influential person. This is something that cannot be seriously disputed.

Thirdly, the other prime suspects can all be eliminated for a variety of reasons. In my view, the prime suspects were Sam Bronfman, Meyer Lansky, David Ben-Gurion, Louis Bloomfield, Lyndon Johnson, and J. Edgar Hoover. Bronfman of course had the money and the scruples — or lack of them — to be Mr. Big, but he did not have the respect. Powerful Jews within the American news media would likely not bow to the

whims of a common bootlegger who cursed like a sailor and was prone to having childish temper tantrums if he did not get his way. Lansky and Johnson had the same problem : not enough respect. One was a thug and the other was a Texas snake oil salesman turned politician so disliked that he was unable to carry even his home county in a national election. In addition, Johnson was weak and insecure. On two occasions he tried to step down from the presidency — once in 1964 but was talked into staying by his wife and handlers, and once, successfully, in 1968. Johnson was a follower not a leader, the consummate lackey. Photographs of him anguishing over the Vietnam War demonstrate that he was not a strong man. There is no way that such a coward could have been Mr. Big.

Hoover of course was a transvestite and homosexual and was not taken seriously by his own mother let alone worldwide Jewry. He was a pathetic creature likely manipulated by Johnson with flattery. And Johnson of course was a yes man to a higher voice of authority.

Ben-Gurion had a lot of respect within certain Jewish circles, but not all. In addition, he later renounced Zionism which indicates that he did not have the stomach to order Kennedy's assassination. Furthermore, it is difficult to imagine Jewish media moguls bowing to the whims of Ben-Gurion, a salt of the earth man who took pride in the kibbutzes of early Jewish settlers in Palestine. Although Ben-Gurion was respected within worldwide Jewry for being the first prime minister of Israel, it was a different type of respect than that required to get sophisticated media moguls to commit to being accomplices in the murder of a sitting US president.

Bloomfield was influential and well-connected in legal and espionage communities, not to mention numerous Zionist organizations. But he was too much of a behind the scenes manipulator to have issued a decree that American media moguls would take seriously.

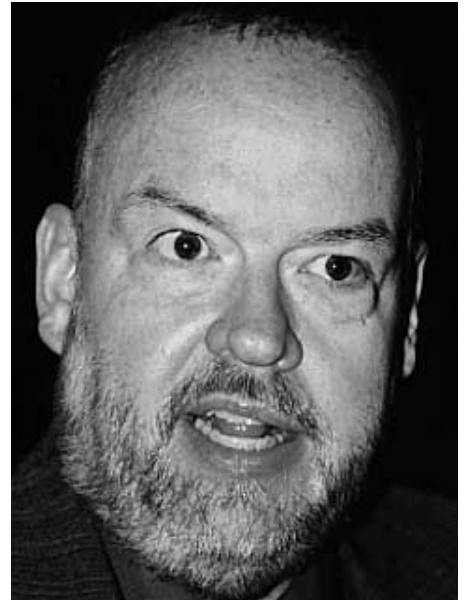
The man who issued the decree needed a reputation beyond reproach within the Jewish culture. This individual would have to possess qualities of leadership and would have to be respected by his people at all levels. Above all, this man would have to be strong-willed and arrogant. I believe Nahum Goldmann met all of the stated criteria. Bronfman biographer Michael R. Marrus described Goldmann as follows :

During 1940, Sam [Bronfman] first met Nahum Goldmann, the handsome, worldly leader of the World Jewish Congress, who became one of his most important mentors in Jewish life. Goldmann was an international statesman of weight and experience; he was the kind of man, moreover, to whom Sam had always been attracted — one of the «top people» in Jewish politics, as even his enemies conceded. Goldmann was also one of the very few to look, quite early in the war, to the challenge of saving a remnant European Jewry and securing their existence after the conflict was over. Sam heard him at the first Pan-American Jewish Conference in Baltimore in November 1941, at the Inter-American Jewish Council of which he was elected vice-chairman in February 1942, and again at the War Emergency Conference in Atlantic City in November 1944. Based in the United States for much of the war, Goldmann appeared regularly in Canada — speaking at least once at a Congress plenary, addressing Zionist meetings, and, in the spring of 1944, making an appeal on behalf of Zionism to Prime Minister Mackenzie King. Sam became friendly with the World Jewish Congress leader, who was one of the few people who viewed Sam Bronfman as modest and self-effacing. During the war, Sam offered cautious support to Goldmann's ideas, but no

more; Goldmann, who acknowledged no equal as a maker of Jewish grand strategy, treated Sam politely in this period, but was hardly his intimate. «Samuel Bronfman,» Goldmann commented in his memoirs with characteristic hauteur, «knew the limitations of his competence. In Jewish-political affairs I was the decisive authority for him, and he did nothing before first consulting with me.»

(Michael R. Marrus, *Samuel Bronfman*, pp. 314-315)

When all of the other suspects are ruled out, only one is left. That man was the high priest of the modern-day Sanhedrin : Nahum Goldmann.



*Charles Provan,
l'imprimeur
qui croit
en la réalité
historique
des gazages
homicides.*

Attention : texte non corrigé.